FILIERE LAIT : ANALYSE DES INTERDEPENDANCES ENTRE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET LA REGION PAYS DE LA LOIRE

Analyse et diagnostic

Jokkoo pour Guinée 44
Steven.lefaou@jokkoo-conseil.com

Table des matières

Introduction *2*

1- Situation de la filière laitière en Afrique de l'Ouest. *3*

A - Situation générale de la production laitière **3**

B- Filière lait en Afrique de l'Ouest : les grands enjeux de développement **8**

2 – Filière lait : quelles interdépendances entre la France et l'Afrique de l'Ouest ? *12*

A- Les exportations laitières françaises **12**

B - Les exportations laitières de la France vers l'Afrique **13**

C - Les exportations laitières de la France vers l'Afrique de l'Ouest **15**

3- Interdépendance des filières laitières françaises et Ouest-Africaines : le cas des Pays de la Loire *18*

A – L'économie laitière des Pays de la Loire **18**

B- Les exportations de lait des Pays de la Loire en Afrique et en Afrique de l'Ouest **20**

C- Les implantations des groupes industriels et des coopératives des Pays de la Loire en Afrique de l'Ouest **26**

Conclusions *28*

Annexes *29*

Bibliographie et références *30*

Juillet 2020

Ce rapport a été rédigé par Stéven Le Faou, consultant au sein de Jokkoo Conseil, pour Guinée 44. Le contenu n'engage que son auteur.

Introduction

L'économie ouest-africaine est fortement orientée vers le secteur agricole, avec une population majoritairement rurale. L'élevage occupe une place importante dans l'économie de cette région du monde et contribue à 5% de son PIB. Traditionnellement pastoral, l'élevage est le troisième secteur d'exportation de l'Afrique de l'Ouest et a un rôle majeur dans la consolidation les liens commerciaux entre les pays de la région.

La production de lait d'Afrique de l'Ouest est principalement issue des pays sahéliens (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina-Faso) et elle est, à deux tiers, autoconsommée. Néanmoins, la croissance des ventes de produits laitiers y est rapide, sous l'impulsion d'une forte urbanisation et d'une importante croissance démographique. La demande en produits transformés ne cesse d'augmenter, mais seulement 20% des laiteries industrielles collectent du lait local. Le reste de la production est issu de poudres de lait importées, dont les volumes utilisés ont triplé en 15 ans.

Face à cette situation, quel rôle occupe la région des Pays de la Loire en matière d'exportations et d'investissements laitiers en Afrique de l'Ouest ? Pour répondre à cette question, le présent rapport analyse les enjeux de la filière laitière ouest-africaine, la place de la France en tant que partenaire commercial et les enjeux plus spécifiques des interdépendances entre les secteurs laitiers d'Afrique de l'Ouest et des Pays de la Loire.

1- Situation de la filière laitière en Afrique de l'Ouest.

A - Situation générale de la production laitière

L'économie d'Afrique de l'Ouest[i] est fortement orientée vers le secteur agricole, avec une population rurale d'environ 60% sur 328 millions d'habitants en 2018. L'élevage est une source importante de revenus dans cette région et contribue en moyenne à 15% de son PIB. Les produits de l'élevage sont les plus échangés entre les pays de l'Afrique de l'Ouest, faisant de ce secteur un moteur important d'intégration régionale.

Traditionnellement pastorales, les méthodes d'élevage évoluent en Afrique de l'Ouest. Les agriculteurs des zones cotonnières intègrent ainsi, de plus en plus, des animaux dans leur système de production. Ces animaux partent en transhumance, pendant plusieurs mois et sur de longues distances. Parallèlement, les familles d'éleveurs ont tendance à se sédentariser sans pour autant modifier la mobilité des troupeaux. Cette sédentarisation partielle facilite l'accès des familles aux soins, à l'école, au ravitaillement et à la vie politique du pays. En se sédentarisant, les familles développent pour la plupart des activités agricoles.[ii]

On constate une forte hausse de la demande des produits de l'élevage en Afrique de l'Ouest, et la région table sur un doublement de leur consommation d'ici 20 ans. L'urbanisation de l'Afrique de l'Ouest entraine une exigence accrue des consommateurs en matière de qualité sanitaire, ce qui modifie profondément les filières. Cette réalité est perceptible au sein de la filière laitière, qui mute afin de répondre à cette demande émergente.

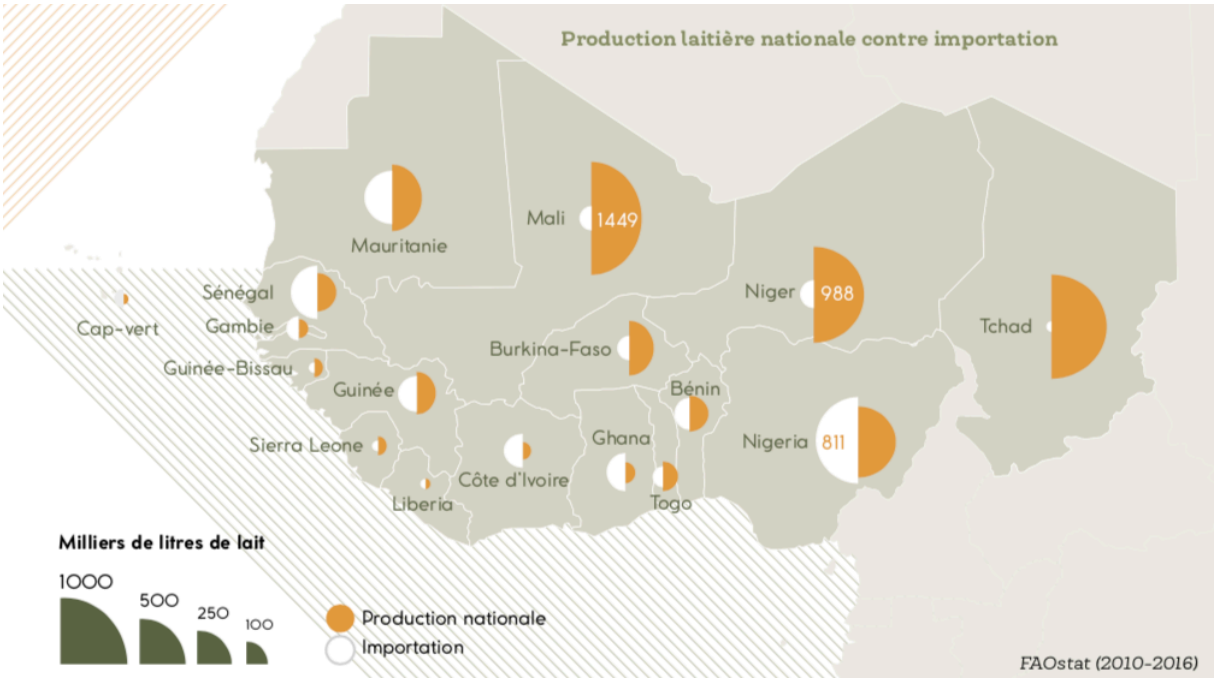
Actuellement, la production laitière ouest-africaine couvre environ deux tiers de la consommation dans la région[iii]. L'élevage pastoral fournirait 70% de cette production, le reste provenant des systèmes agro-pastoraux et des systèmes intensifs d'élevage[iv]. Cependant, les situations sont très contrastées selon les pays : les pays sahéliens (Burkina, Mali, Niger) ont une tradition de production et de consommation laitière, contrairement aux pays du Golfe de Guinée et le Sénégal.

Dans les pays sahéliens, l'autosuffisance en lait est élevée et oscille entre 50 et 80%[v] selon les pays (Cf. Figure 1). La production y est très majoritairement autoconsommée, et on estime que seulement 2%[vi] du lait produit en Afrique de l'Ouest est commercialisé. Entre 2000 et 2016, la production d'Afrique de l'Ouest a augmenté de 50%[vii] et elle est estimée à 4 milliards de litres de lait produits en 2016. En 2018, le CIRAD estime que la collecte de lait local fait vivre entre 15 et 20 000 éleveurs. Il livrent principalement aux mini-laiteries ou vendent sur le marché informel.

En Afrique de l'Ouest, la consommation individuelle de produits laitiers a peu évolué depuis les indépendances. Elle est comprise entre 50 et 100 kg/an dans les pays sahéliens, et elle est inférieure à 20 kg/an dans les pays côtiers. Les consommations nationales sont, par contre, en pleine évolution sous l'effet de deux phénomènes concomitants :

- Une forte croissance démographique. La population ouest-africaine de l'Ouest (391 millions d'habitants en 2019) devrait doubler d'ici 2050 (796 millions d'habitants) et être multipliée par 3,8 à la fin du siècle (1,5 milliard habitants)[viii].
- Une urbanisation rapide, avec un taux d'urbanisation qui est actuellement de 54%[ix], qui se traduit par une montée en puissance de la distribution alimentaire. Cette « formalisation » des circuits commerciaux consolide la demande en produits standardisés et normés. Elle représente à la fois une opportunité pour les entreprises locales et les produits importés.

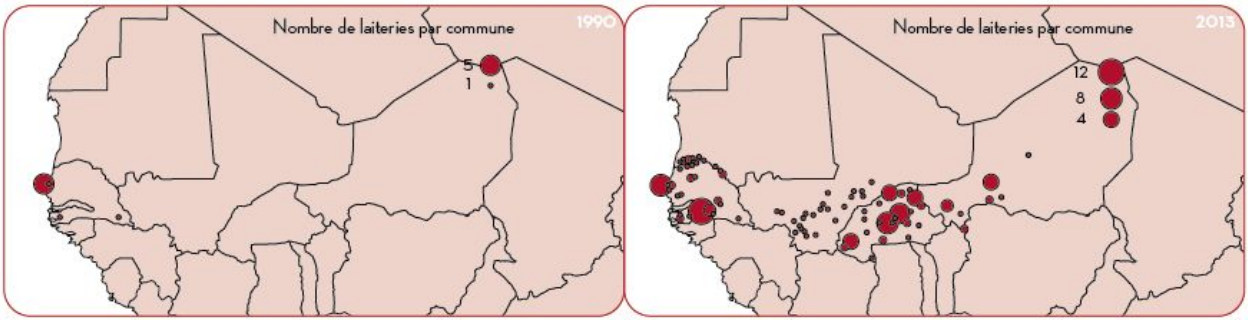
Figure 1 : Les productions laitières nationales face aux importations[x]



Actuellement, la production laitière commercialisée est déficitaire dans tous les pays de la CEDEAO. Les importations jouent donc un rôle important dans l'approvisionnement. La consommation urbaine est au cœur des enjeux d'approvisionnement, au sein desquels se dessinent plusieurs tendances :

- L'augmentation de la production des mini-laiteries, dont le nombre a sensiblement augmenté au cours des dernières années. Au-delà des échecs de certains projets, on assiste à de nombreux succès qui soulignent les potentiels de l'élevage local pour répondre à la demande croissante. Les filières laitières apparaissent ainsi comme des vecteurs de création de revenus et d'emplois en zone rurale[xi]. L'enjeu d'une connexion entre la consommation croissante des centres urbains et la production de ces petites laiteries, d'unités de transformation et de centres de collecte, est fondamental dans une logique de développement de l'élevage laitier local. Au niveau régional, les mini-laiteries sont les unités de transformation qui entretiennent le lien le plus fort avec les éleveurs « familiaux ».

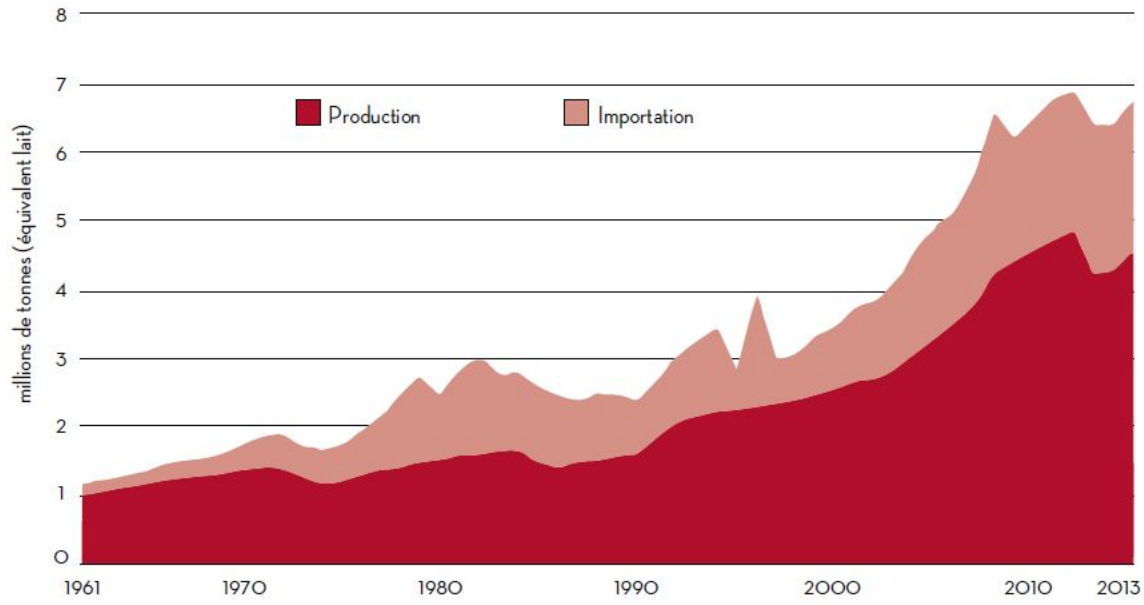
Figure 2 : La multiplication des minilaiteries au Sahel entre 1990 et 2013[xii]



- L'augmentation de la production des laiteries industrielles, régulièrement implantées à proximité des grandes capitales portuaires et à Bamako. 80 % de ces entreprises utilisent exclusivement du lait en poudre et près de 50 % d'entre elles sont spécialisées dans le reconditionnement de cette poudre à partir d'une importation en vrac, s'assurant ainsi d'une taxation à seulement 5 % (cf. infra). C'est sur ce tissu d'entreprises que se sont appuyées les firmes européennes pour développer leurs activités[xiii]. L'augmentation de l'approvisionnement en lait local de ces usines est une question importante concernant les choix de développement de la filière. La place qui sera donnée aux importations, à la production des agro-pasteurs et à celle des fermes intensives périurbaines, dans leur approvisionnement, conditionnera les choix de renforcement des productions locales, ainsi que le nombre et le type d'emplois créés[xiv].

- L'augmentation des importations. Dans les pays côtiers où l'élevage pastoral et agropastoral est peu développé, comme en Côte d'Ivoire ou au Togo, les importations représentent plus de 75% de la consommation. Comme évoqué précédemment, il s'agit pour l'essentiel de poudres de lait importées en vrac, et utilisées dans l'industrie laitière. Il s'agit aussi, mais pour une faible part, de produits importés prêts à la consommation. La part du lait importé est encore plus élevée dans les villes. A Bamako, Dakar ou Ouagadougou, par exemple, plus de 90 % du lait consommé est issu de la poudre importée. Les exportateurs se concentrent donc sur les centres urbains et sur l'approvisionnement des capitales, notamment sur la côte. Cette stratégie se traduit en particulier par la vente de produits comme *« les micro-dosette de lait en poudre qui permet à chacun d'accéder à du lait bon marché, quels que soient ses revenus* ». Les importations ouest-africaines de produits laitiers (en incluant les poudres rengraissées en matière matières grasses végétales) s'élèvent à 1,6 milliard d'euros en 2018, soit environ 3% des importations mondiales.

Figure 3 - Évolution de la production et des importations de lait en Afrique de l'Ouest (Source : Inter-réseaux d'après FAOStats)



La protection commerciale de la production laitière en Afrique de l'ouest

La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) applique des droits de douane de 5% sur les poudres de lait (conditionnées en sacs de plus de 25 kg) et ce marché pourrait être complétement libéralisé avec l'Union Européenne, si les deux régions parviennent à signer un Accord de partenariat économique (APE). Le principal marché de la sous-région, le Nigeria, veille cependant à encourager sa production locale. Les autorités nigérianes négocient ainsi l'augmentation du niveau de collecte du lait local avec plusieurs industriels. Elles ont, par exemple, demandé à la coopérative hollandaise Friesland Campina, présente depuis 70 ans dans ce pays, de passer de 3% à 10% d'approvisionnement local dans les dix prochaines années. Plus largement, l'idée de protéger la filière laitière fait son chemin et la CEDEAO discute actuellement de l'opportunité d'un plan de soutien public et d'une revue des droits de douane, un ensemble de mesures appelé « offensive lait ».

S. Le Faou – « Fin des quotas laitiers européens : quelles incidences pour la filière africaine ? » - Afdi - 2017

Analyse SWOT du secteur laitier Ouest-Africain face aux enjeux de la commercialisation

FORCES	FAIBLESSES
• Une demande croissante de produits laitiers • Une tradition de production laitière dans les pays du Sahel • L'émergence d'un secteur de la transformation dynamique (mini laiterie et laiterie industrielle) • Des créneaux porteurs pour le lait local (ex : yaourts)	• Faible part de la production collectée • Faible part de la production transformée • Forte saisonnalité de la production • Faible productivité et coût élevé du lait • Des circuits de distribution des produits laitiers locaux limités
OPPORTUNITES	**MENACES**
• Différenciation croissante des produits locaux • Lancement de l'« Offensive lait » de la CEDEAO • Croissance des investissements en pleine croissance au sein de filière • Rôles potentiellement moteur de la filière en matière de développement économique et de sécurité alimentaire	• Concurrence étrangère importante • Émergence de nouveaux fournisseurs (Irlande et Pologne) qui commercialisant des produits réengraissés à faible coût • Protection tarifaire faible sur l'importation de poudre de lait • Aléas climatiques et diminution de l'accès aux ressources en eau • L'extension des conflits dans la zone, en particulier dans les zones pastorales.

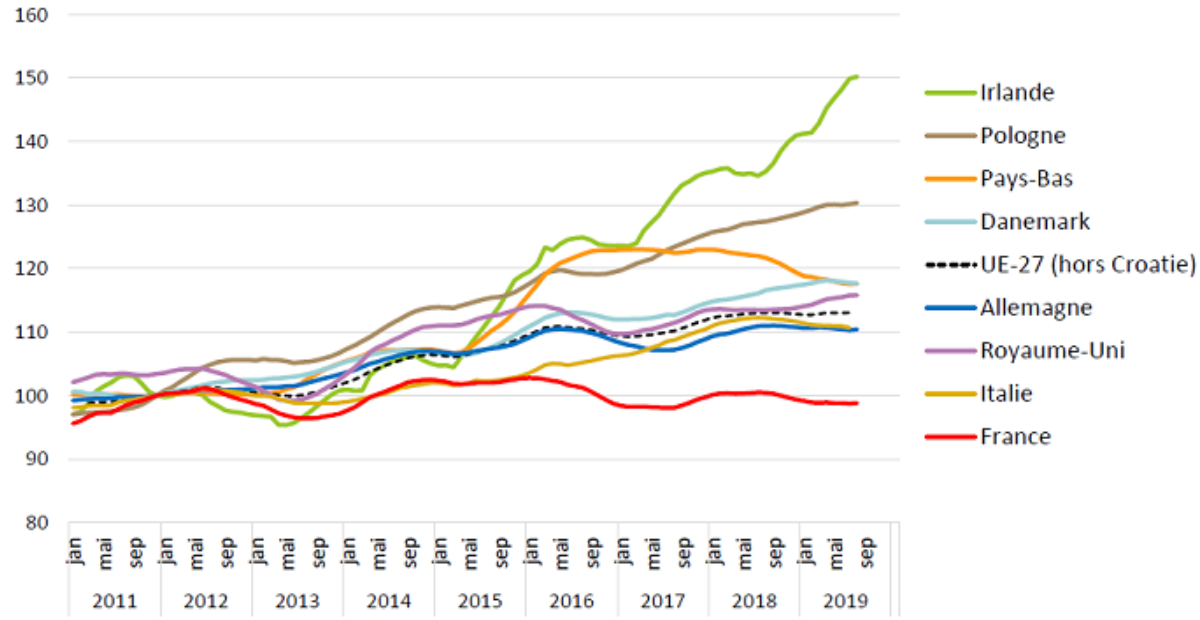
B- Filière lait en Afrique de l'Ouest : les grands enjeux de développement

La concurrence prix des importations

Compte tenu des différences de productivité entre les productions laitières européennes et ouest-africaines[xv], et des faibles droits de douane appliqués sur les poudres de lait, la concurrence prix des poudres importées est importante sur le marché local. Depuis le milieu des années 2010, la pression sur les prix a augmenté suite au développement des exports européens de mélanges de lait écrémé et de graisse végétale en poudre (Poudres dites MGV ou Fat fields), qui sont régulièrement vendues un tiers moins chers que les poudres de lait classiques (lait entier et lait écrémé). Ces exportations de poudres MGV ont principalement augmenté sous l'influence de trois facteurs[xvi] :

- La suppression des quotas laitiers européens en 2015 et l'arrêt des mesures d'interventions sur les marchés par l'Union européenne en 2017. Ces mesures ont encouragé les industries à innover pour écouler leurs stocks de poudre de lait, qui avaient atteint 378 000 tonnes fin 2017 (EPA Monitoring, 2018).

Figure 4 : Évolution de la collecte laitière dans les différents pays européens 2011-2019 (source : CNIEL)

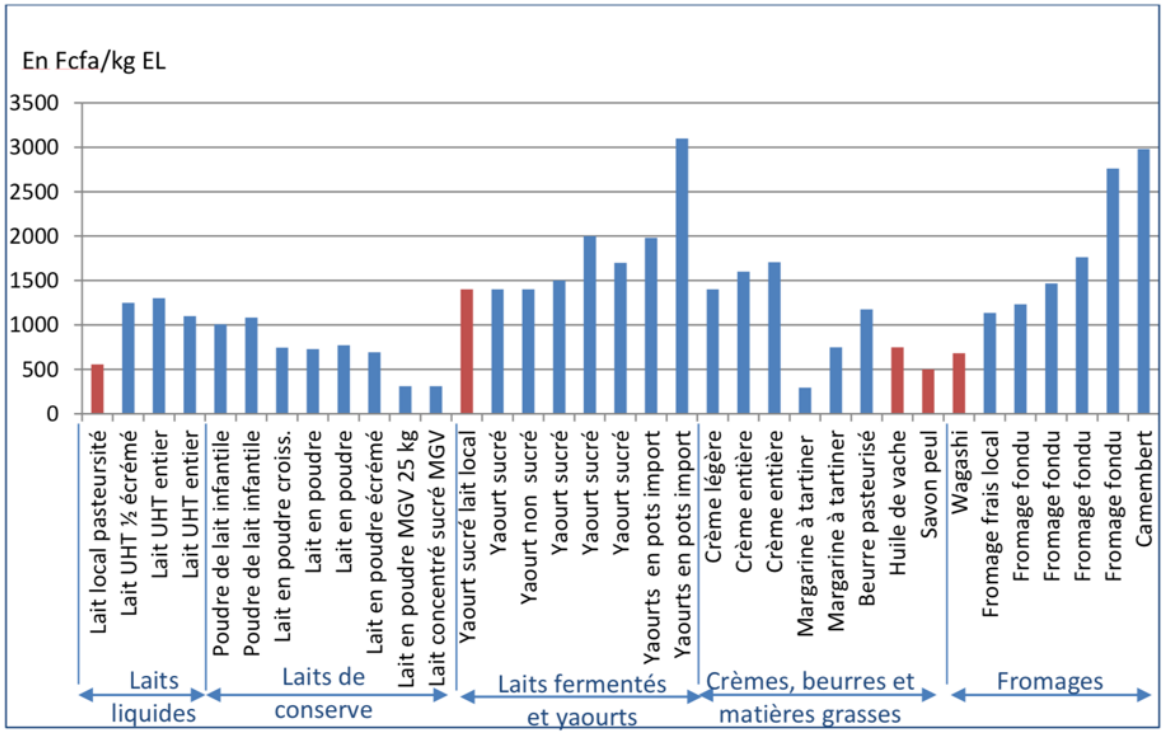


- L'importante augmentation de prix des matières grasses laitières au cours des années 2010, avec en particulier une forte croissance des cours du beurre après 2015. Cette évolution des cours a aboutie à une augmentation de la production de la poudre de lait écrémée qui, à contrario, a connu une baisse de ses cours.

- La stratégie de certaines firmes européennes en Afrique de l'Ouest, qui misent sur une stratégie prix agressive pour répondre à une demande souvent guidée par le coût des denrées alimentaires.

Les poudres de lait les moins chères, au premier rang desquelles les poudres MGV, exercent une concurrence importante sur la production locale. Comme l'indique le graphique suivant, le prix de la poudre MGV est inférieur de 30 % à celui du lait pasteurisé vendu sur le marché de Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso). En 2018, la poudre de lait rengraissée vendue à Ouagadougou était environ 1000 FCFA moins chère que la poudre de lait entier (2500 FCFA contre 3500 FCFA).

Figure 5 : Relevés de prix sur le marché de Bobo-Dioulasso (Cirad, 2018)



En 2019, les importations des poudres MGV comptent pour 40 % des importations totales de produits laitiers et de produits dérivés en Afrique de l'Ouest (en valeur), devant la poudre grasse (18%), le lait infantile (10%), les laits aromatisés (7%) et la poudre maigre (7%).[xvii]. Le volume de leurs importations a quadruplé en 10 ans (cf. infra). L'UE est de loin le premier fournisseur de cette zone en produits laitiers et en mélange MGV (63% des importations en valeur en 2018), devant la Nouvelle-Zélande (8%), la Malaisie (6%) et les États-Unis (1%)[xviii]. Elle fournit à l'Afrique de l'Ouest 75% de ses importations de mélanges MGV, 82% pour les poudres maigres et 92% pour les fromages.

Les cinq premiers pays européens exportateurs de mélanges MGV sont l'Irlande (42% des volumes européens exportés en 2019), la Pologne (20%), les Pays-Bas (12%), l'Allemagne (7%) et la France (5%). Depuis la fin des quotas laitiers en 2015, la progression des exportations de poudre MGV est majoritairement imputable à l'Irlande et à la Pologne, deux pays qui ont, en parallèle, enregistré une évolution substantielle de leur production intérieure de lait. Le Nigeria et le Sénégal sont les deux premiers clients de l'Europe concernant les poudres MGV.

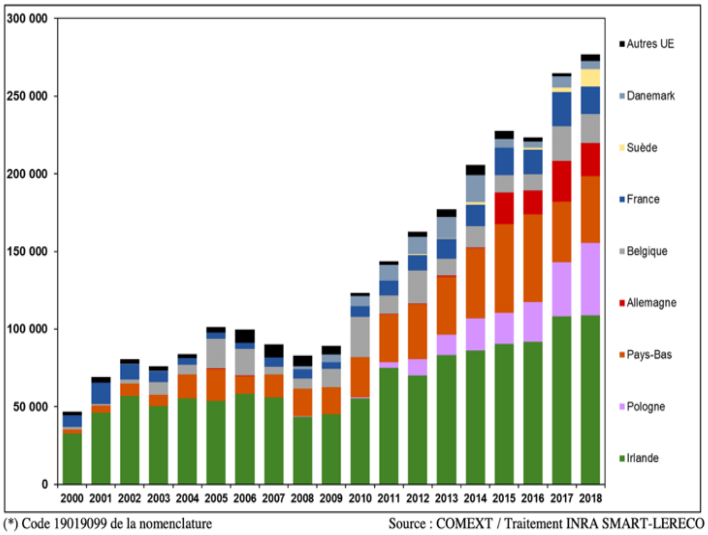


Figure 6 : les exportations des États membres de l'UE en mélange de lait écrémé et de matière végétale à destination des pays d'Afrique de l'Ouest (tonnes, entre 2000 et 2018) - INRA, 2019

La prise en compte des impacts sociaux des investissements

Parallèlement à l'évolution des exports, les investissements des firmes européennes laitières se sont développés en Afrique de l'Ouest au cours des années 2010. Actuellement, une grande majorité des laiteries acquises par les groupes européens transforment uniquement de la poudre de lait importée. Néanmoins, on constate que ces firmes développent leurs systèmes de collecte de lait local pour plusieurs raisons. D'une part, elles sont intéressées par un renforcement de l'approvisionnement local, dont les cours sont moins volatiles que ceux du marché mondial. D'autre part, ces entreprises doivent également prendre en compte la volonté de certains États de développer la collecte. Dans certains cas, des obligations contractuelles les obligent à utiliser du lait local dans leur production. C'est le cas au Nigeria (Friendsland Campina et Arla). Enfin, la prise en compte des impacts sociaux des groupes laitiers s'est renforcé à travers le développement de leurs démarches RSE (Responsabilité sociétale des entreprises). Si cette dimension n'est pas encore un déterminant majeur des choix d'investissements, elle oriente cependant leur participation dans certains projets économiques. Le cas du partenariat entre Danone et la Laiterie du Berger, au Sénégal, est emblématique de la volonté d'un groupe industriel de développer le social business, à travers le renforcement d'une laiterie collectant du lait auprès des agro-pasteurs.

Figure 7 : Positionnement des groupes laitiers européens en Afrique de l'Ouest[xix]

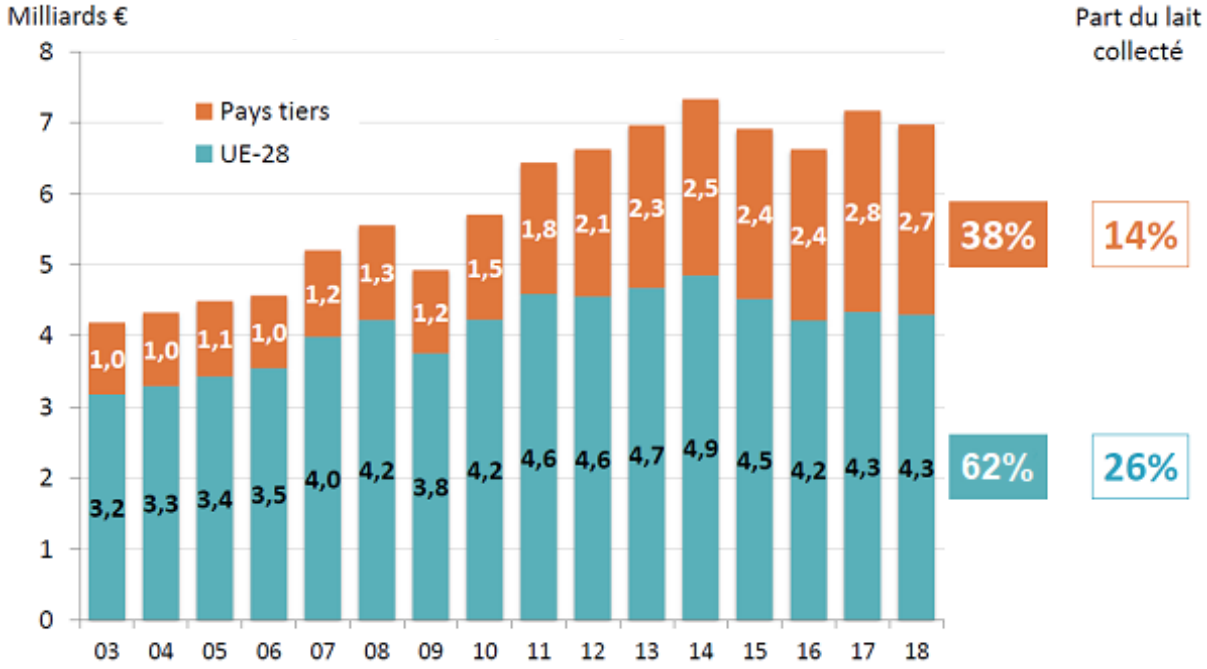


2 – Filière lait : quelles interdépendances entre la France et l'Afrique de l'Ouest ?

A- Les exportations laitières françaises

La France est le second producteur de lait de vache en Europe après l'Allemagne. C'est le troisième exportateur européen de produits laitiers, après l'Allemagne et les Pays-Bas. Son marché intérieur ne progressant plus depuis plusieurs années, la croissance des volumes collectés est orientée vers l'export. Actuellement, la France exporte environ 4 litres de lait sur 10 litres collectés. La consommation européenne étant également stable, voire en retrait, les possibilités de développement des exportations, en volume du moins, sont principalement issues des « pays tiers »[xx]. L'Europe reste la principale destination des exportations françaises de produits laitiers (62% des exports), mais la part des exports vers les pays tiers a progressé de 17% en 30 ans, malgré l'élargissement de l'Union européenne.

Figure 8 : évolution des exportations françaises de produits laitiers (CNIEL d'après Eurostat)



Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des exportations vers l'Asie, qui ont été multipliées par neuf en 30 ans. Parmi les produits laitiers, les produits secs ont pris de plus en plus d'importance dans les exports français : ils comptaient pour un tiers des exportations en valeur en 1988, derrière les fromages (37,9 %), contre près de la moitié en 2018 (49,7 %). Leur part a même dépassée les 50 % entre 2011 et 2017, suite à l'essor des ventes de ces produits, pour atteindre jusqu'à 57,5 % en 2014. Cette croissance s'est faite aux dépens des fromages (leur part étant tombée à 26,4 % en 2018) et des « autres produits laitiers ». Il est important de noter que la nature des produits secs exportés a également beaucoup évoluée au cours des trente dernière années : globalement, l'importance des

poudres de lait écrémées et des poudres infantiles a beaucoup progressé par rapport a celle de la poudre grasse et du lactosérum. En 2018, les principales exportations françaises de produits secs étaient : le lactosérum (36 %), la poudre de lait écrémé (25 %) et la poudre infantile (21%).

Tendances générales : les exportations de produits secs vers les pays tiers

- Diminution des exportations de poudre grasse de plus de 60% en 30 ans (pour un volume d'environ 31 000 tonnes en 2018)
- Augmentation importante des volumes de poudre de lait écrémé, de 1 299 % en 30 ans. Les volumes passent d'une quantité quasi-négligeable, il y a 30 ans, à 140 000 tonnes en 2018.
- Accroissement des ventes de poudres de lait infantile, en hausse de 624 % par rapport à 1988, et qui s'établie en 2018 à environ 134 000 tonnes. La part de ce produit dans les exports vers les pays tiers est passée de 15,5 % à 25,9 %.
- Explosion des exportations de lactosérum entre 1988 et 2018 (+ 3 317%) dont les volumes exportés atteignent 172 000 tonnes en 2018. Ce produit a été plébiscité par les industriels étrangers, en particulier, car il rentre dans la composition du lait infantile.

Enfin, il est important de noter que l'industrie française de transformation laitière se caractérise par un poids important des acteurs privés (45 % du lait collecté et 55 % du lait transformé) comparativement aux pays du Nord de l'Europe, dominés par de grandes coopératives nationales (Arla Food, Friesland Campina). Les groupes privés privilégient davantage les implantations à l'étranger que les coopératives pour asseoir leur rayonnement international.

Pourquoi les exportations laitières française diminuent à partir de 2014 ? (France Agrimer)

Un ralentissement des exportations laitières françaises depuis 2014, lié à celui des fabrications (- 20 % entre 2015 et 2018), est à noter. En effet, après une période de conjoncture favorable entre 2013 et 2015, caractérisée notamment par une hausse de la collecte, une forte demande mondiale et des prix relativement enlevés, le marché s'est retourné. Dès 2015, l'offre en poudre de lait écrémé s'est avérée trop abondante pour une demande qui a commencé à décliner : la Chine, qui avait développé ses achats en 2014 et rempli ses stocks, s'est mise en retrait en 2015 ; la baisse du prix du baril de pétrole a impacté les pays pétroliers (Moyen-Orient, Afrique du Nord) en réduisant leurs capacités d'importation. Le marché s'en est retrouvé déséquilibré : les prix ont chuté et des stocks publics de poudre ont été progressivement constitués dans l'Union européenne pour désengorger le marché. Dans ce contexte, les industriels ont cherché à réduire leur production de poudre de lait écrémé pour éviter d'encombrer plus encore le marché, ce qui a mécaniquement entrainé un repli des exportations à partir de 2016.

B - Les exportations laitières de la France vers l'Afrique

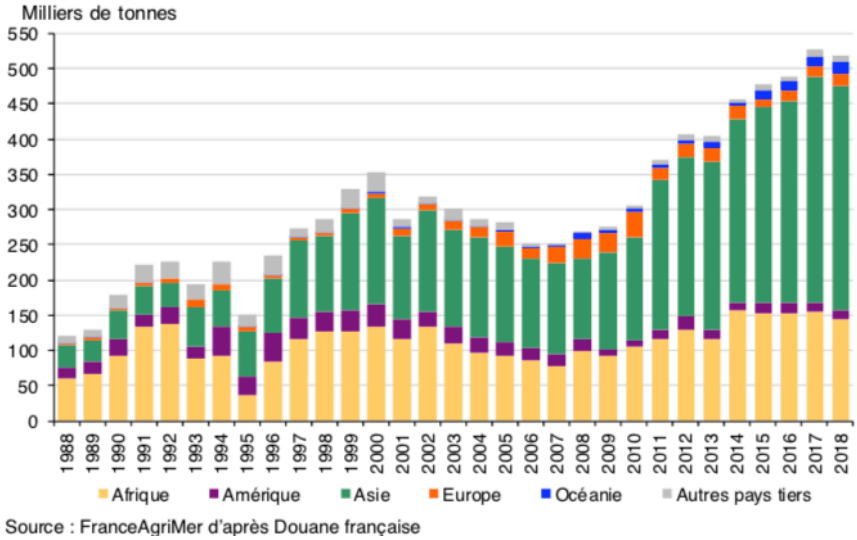
Les exports français de produits laitiers vers l'Afrique ont quasiment doublé en 30 ans (augmentation de 191%, pour atteindre une valeur d'environ 590 millions d'euros en 2018, sur 2,7 milliards d'euros d'exportations de produits laitiers vers les pays tiers), avec une forte croissance à partir de 2007. Ils ont atteint un pic en 2014 et baissent depuis, suivant la tendance nationale des exports. La première région africaine vers laquelle sont exportés les produits laitiers français est l'Afrique du Nord. Elle représentait 40,1 % des ventes françaises

en Afrique en 1988, contre 58,2 % en 2018. Ces parts de marché ont été prises à l'Afrique de l'Ouest (- 12,3 points, pour tomber à 19,2 % en 2018) et à l'Afrique centrale (- 14,3 points pour une part de 10,3 % en 2018). L'Afrique de l'Est et l'Afrique australe sont de petits débouchés, mais leurs importations de produits laitiers français connaissent une forte progression au cours des trente dernières années : respectivement + 761 % et + 1 677 %[1].

Les produits secs occupent une place prépondérante dans les exports vers l'Afrique, avec une importance sensiblement plus élevée que la moyenne des pays tiers. Ces produits représentent près de 75% des exports français vers l'Afrique en 2018 (après avoir atteint plus de 80% en 2014, contre 50% trente ans plus tôt). Néanmoins, au cours des 30 dernières années, la nature des produits secs exportés a changé :

- La part des poudres infantiles a quasi doublé en 30 ans, et elles atteint 56 % des exports en 2018.
- Les achats de poudre écrémée se sont développés, et sont passés de 1,9% à 21,7% entre 1988 et 2018. Depuis 2014, on note une diminution des exports de poudres de lait écrémé parallèlement à l'augmentation des exports de poudres MGV. Cette tendance atteste du renforcement de la logique de compétitivité prix pour une partie du marché.
- La part des poudres grasses a fortement chuté (passant de plus de 65% des exports en valeur en 1988 à 10% en 2018).
- Le lactosérum tout comme les caséines et caséinates ont enregistré une forte croissance, mais pour des valeurs qui restent faibles. Les caséines et les caséinates respectivement 5,5 % et 5,9 % des exportations.

Figure 9 : Évolution des exportations françaises de produits secs en volume par grande région de pays tiers



Source : FranceAgriMer d'après Douane française

L'Afrique est un client important pour la France en matière de produits secs :

Entre 1988 et 2018, les exportations de produits secs vers l'Afrique ont augmenté de 138% et c'est aujourd'hui environ 144 000 tonnes de produits secs français qui sont exportés vers l'Afrique. L'importance relative du continent a néanmoins diminué dans les exports de produits secs français, compte tenu de l'augmentation de la demande asiatique. L'Afrique du Nord est historiquement la première destination des produits secs français en Afrique, et elle centralise 70% des envois

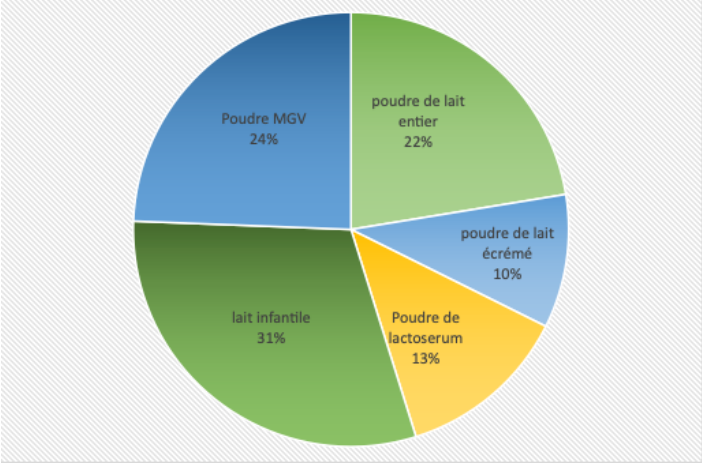
[1] France Agrimer - 2019

en 2018. La place de l'Afrique de l'Ouest a été divisée par deux, et elle représente 15,2% des envois français de matières sèches vers l'Afrique en 2018 contre 29,5% en 1988.

C - Les exportations laitières de la France vers l'Afrique de l'Ouest

La France est le quatrième fournisseur de produits laitiers en Afrique de l'Ouest en 2017. En effet les importations de produits laitiers (poudre MGV inclues) représente une valeur de 1,8 milliard d'euros en 2017. Les principaux fournisseurs sont les suivants : les Pays Bas (306 millions d'euros), l'Irlande (216 millions d'euros), la Nouvelle Zélande (198 millions d'euros), la France (180 millions d'euros), l'Allemagne (126 millions d'euros), la Belgique (108 Millions d'euros) et la Pologne (108 millions d'euros)[xxi].

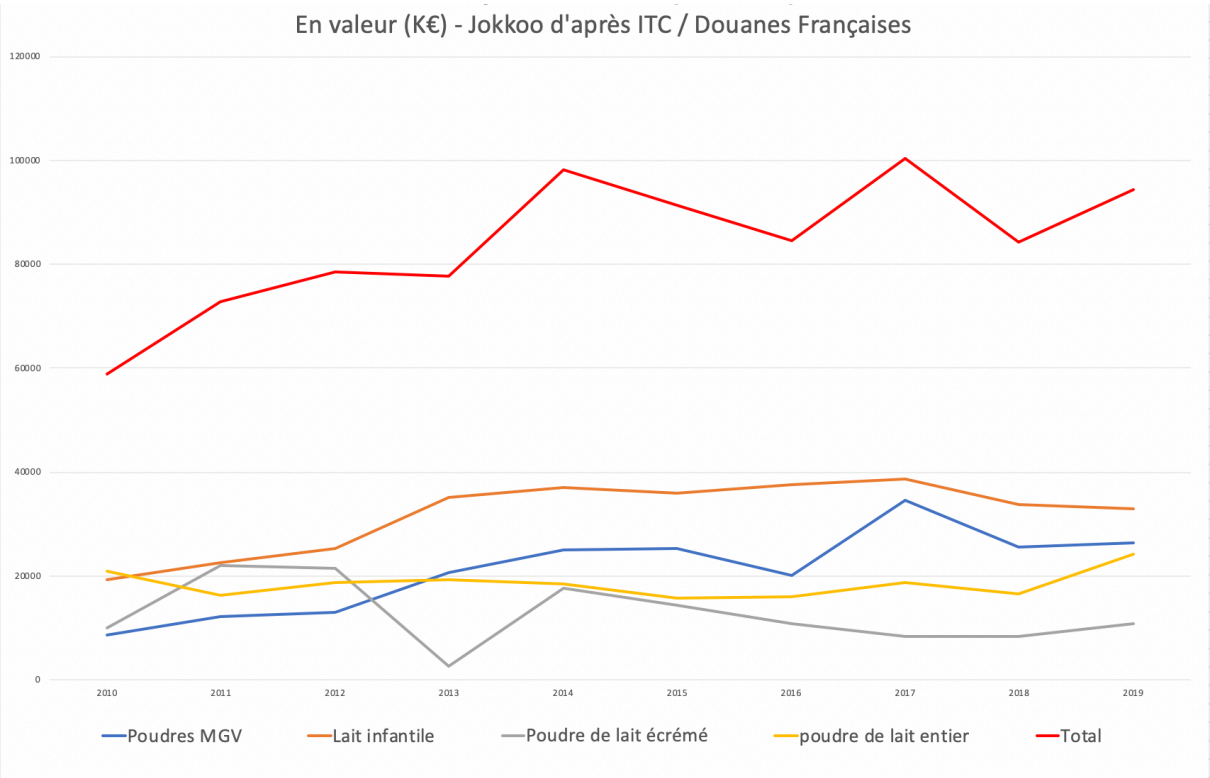
Figures 10 : Exportations françaises de produits secs vers l'Afrique – En Valeur (€), 2019 – Jokkoo D'après douanes françaises



L'envoi de produits secs vers l'Afrique de l'Ouest est très largement majoritaire dans les exportations françaises. Les poudres entières et écrémées représentaient la majorité de la valeur des produits laitiers exportés en 2018 (26,1 millions d'euros sur 38,5 millions d'exports). Il est nécessaire d'y ajouter les produits « dérivés », à savoir la poudre de lait infantile (33,7 millions d'euros d'exports en 2018) et la poudre MGV (25,4 millions d'euros). Au total, les produits secs représentent 87% des exports laitiers français vers l'Afrique de l'Ouest en 2018.

On note que les deux produits secs majoritairement exportés, à savoir la poudre MGV et les poudres de lait infantile, sont respectivement parmi les produits secs à plus faible et à plus haute valeur ajoutée, attestant d'une certaine dualité des exports laitiers français vers l'Afrique de l'Ouest. En matière d'évolution des exportations, la croissance des exports de ces deux produits est relativement continue au cours des 10 dernières années. La substitution des poudres MGV à la poudre écrémée est notable à partir de 2014. Globalement, en volume, les exports français de produits secs vers l'Afrique de l'Ouest ont cependant peu augmenté (23% en 30 ans, pour un total d'environ 22 000 tonnes en 2018).

Figure 11 : Évolution des exportations françaises de produits laitiers secs vers l'Afrique de l'Ouest



En 2018, les principales exportations de produits laitiers français vers la CEDEAO étaient les suivants :

Pays	Produits laitiers (M€)	Poudre MGV (M€)	Lait infantile (M€)	TOTAL (M€)
Sénégal	18,3	3	4,3	25,6
Côte d'Ivoire	5,9	3,9	15	24,8
Nigeria	3,2	7,6	0,4	11,2
Ghana	2,6	2,1	0,3	5
Mali	1,7	4,2	6,2	12,1

Au niveau des catégories de produits, on remarque que la France a des structures d'exportations différentes selon les destinations. Elle propose des produits d'entrée de gamme au Nigeria, qui concentre 30% de ses exportations de poudre MGV vers la région CEDEAO (sachant que le Nigeria regroupent la moitié de la population de la sous-région). Au Sénégal, les exports de produits laitiers (hors poudres MGV et lait infantile) garde une grande importance. La Côte d'Ivoire et le Mali se démarquent par une forte proportion des imports de poudres de lait infantile.

En matière de concurrence avec ses concurrents européens, on remarque que la destination principale des export français est le Sénégal, tandis que les exports hollandais et irlandais sont fortement dominés par le Nigéria (qui représentent, dans les deux cas, des exports en valeur sept fois plus importants que le second pays de destination, la Côte d'Ivoire). L'Irlande et la

Pologne sont des concurrents qui connaissent de fortes progression de leurs exports au cours des années 2010 (Cf. p10). Ils ont tous les deux axés leur stratégie de commercialisation sur l'exports des produits à bas coûts, à savoir les poudres MGV. En 2019, on peut estimer (compte tenu de l'inexactitude des lignes tarifaires) que les principaux producteurs européens exportaient les volumes suivants de poudre MGV vers l'Afrique de l'Ouest : 136 000 tonnes pour l'Irlande, 59 000 tonnes pour la Pologne, 52 000 tonnes pour les Pays Bas, 44 000 tonnes pour l'Allemagne, 17 000 tonnes pour la Belgique et 14 000 tonnes pour la France.

3- Interdépendance des filières laitières françaises et Ouest-Africaines : le cas des Pays de la Loire

A – L'économie laitière des Pays de la Loire

Les Pays de la Loire produisent 15% des volumes de lait de vache en France. La région se place derrière la Bretagne (22 %) et presque au même niveau que la Normandie. Ensemble, ces trois régions pèsent pour plus la moitié de la production nationale de lait de vache (53 % en 2018). La production de lait et produits laitiers compte pour 21 % de la valeur des biens agricoles produits dans la région en 2018. Le nombre d'exploitations collectées en 2018 est de 7 500, il était de 10 000 en 2010 et de 15 600 en 2000. Malgré la diminution du nombre d'exploitations, les livraisons de lait ont augmenté de 16% en 10 ans (entre 2007 et 2017)[xxii].

Figure 12 : l'évolution regionale des livraisons de lait de vache en France – 2010-2017 (source : APCA)

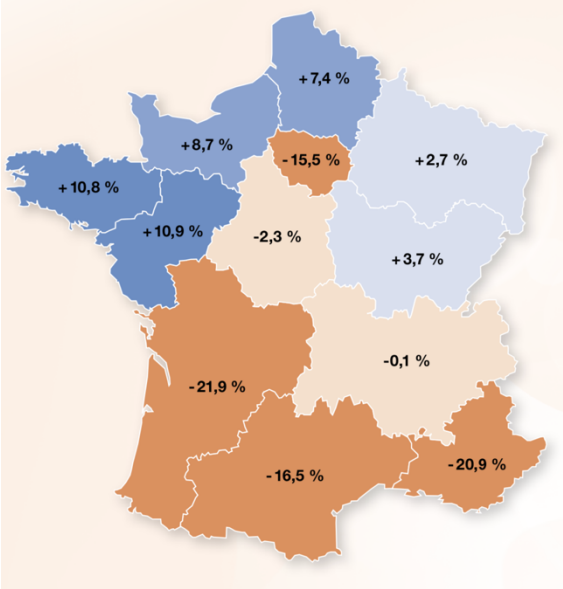
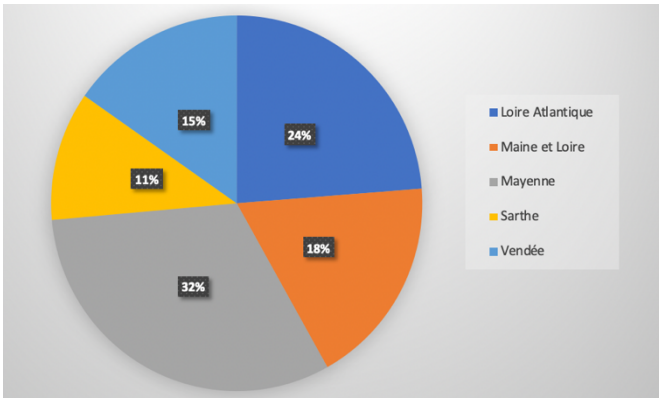


Figure 13 : part du lait collecté en Pays de la Loire par département (Jokkoo d'après CRA)

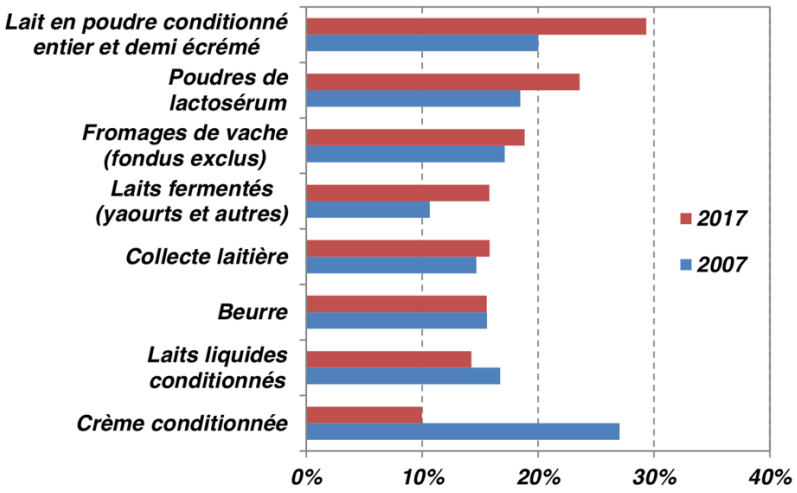


Alors que la région concentre un peu plus de 5% de la population nationale, elle transforme 3,5 fois ses besoins en lait (contre une moyenne de 1,2 fois pour la France). La filière lait des Pays de la Loire est donc naturellement exportatrice, et elle a exporté 642 millions de tonnes de lait en 2017. Ces exports sont destinés, pour un peu plus de la moitié, à l'Union européenne (53%). Hors UE, l'Algérie est le premier client des Pays de la Loire. Le solde commercial du secteur laitier est excédentaire de 346 millions d'euros en 2017, soit 11 % de la valeur de la production régionale.

Au cours des dix dernières années, les Pays de la Loire se sont nettement spécialisés dans le secteur fromager, qui concentre en 2017 deux tiers du chiffre d'affaire de l'industrie laitière régionale, contre la moitié en 2007. Elle a également renforcé sa production de poudres de

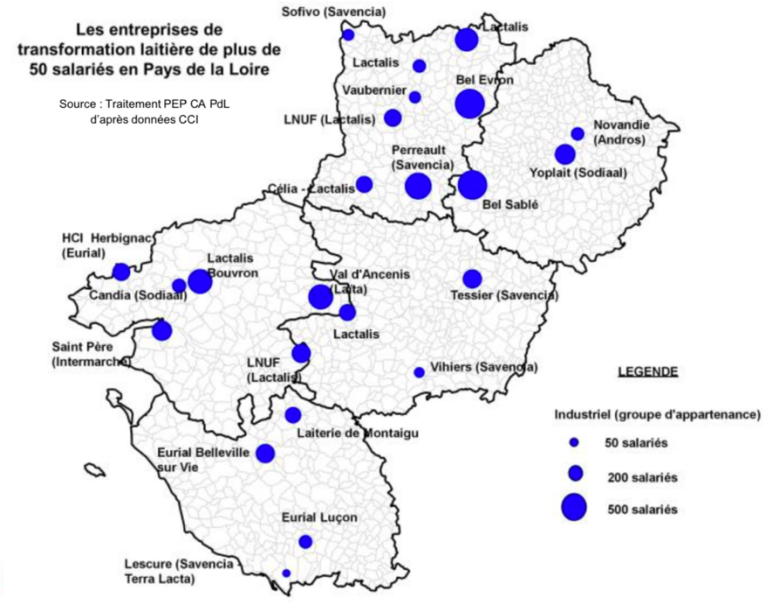
lait, qui est un coproduit de la production fromagère. Les poudres de laits entier et écrémé des Pays de la Loire représentent près de 30% de la production nationale. La production de lait infantile a également fait l'objet de nombreux investissement, avec une capacité de production régionale qui a augmenté de 50 000 tonnes en 10 ans : groupe Lactalis à Craon (53), laiterie Montaigu en Vendée, Savencia sur son site Sofivo à Pontmain (53). La région est donc un fournisseur important des principaux produits exportés vers l'Afrique et l'Afrique de l'Ouest.

Figure 15 : Part des Pays de la Loire dans les fabrications françaises de produits laitiers



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire — Source : Agreste, enquête annuelle laitière

24 sites de transformation de produits laitiers sont recensés en pays de la Loire :



Parmi les entreprises transformant des produits secs, les principaux opérateurs implantés dans les Pays de la Loire sont :

Entreprise/Groupe	Départements	Ville	Produits
Lactalis	Mayenne	Craon	Lait infantile Poudres de lait
	Maine et Loire	Mauges sur Loire	
Bel	Mayenne	Evron	Fromages
		Mayenne	Poudre de lait (pour stockage à Vendôme)
	Sarthe	Sablé	Protéines laitières, lactosérum.
Eurial	Loire Atlantique	Herbignac	Produits secs
Laïta	Loire Atlantique	Ancenis	Produits secs
Sodiaal	Loire Atlantique	Campbon (Candia)	
	Sarthe	Le Mans (Yoplait)	
Laiterie de Montaigu	Vendée	Montaigu	Poudres infantiles

B- Les exportations de lait des Pays de la Loire en Afrique et en Afrique de l'Ouest

La part des produits laitiers des Pays de la Loire exportés en Afrique oscille entre 7% et 17% entre 2007 et 2017[2]. L'Algérie est le client le plus important de la région, et représentait un quart des exports laitiers vers l'Afrique en 2019.

Figure 16 : Part des exports laitiers des Pays de la Loire vers l'Afrique (en Tonnes - Jokkoo d'après Douanes)

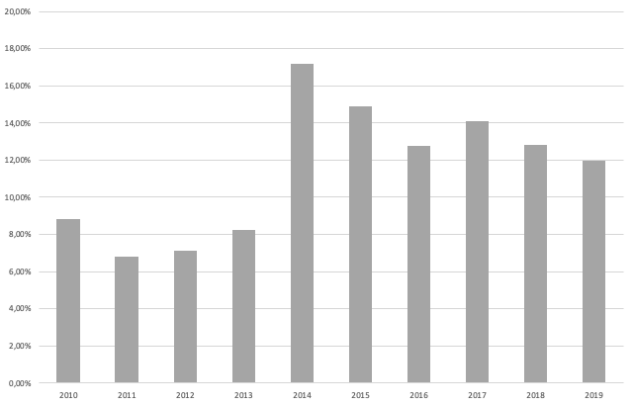
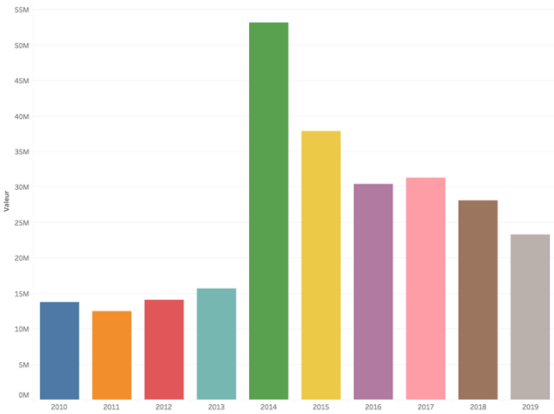


Figure 17 : Exportations laitières des Pays de la Loire vers l'Afrique (en Tonnes – Jokkoo d'après Douanes)



Après une forte croissance des exports de produits laitiers vers l'Afrique en 2014 (multipliés par 3,5 par rapport à 2013), leur volume diminue jusqu'en 2019. Il reste globalement supérieur

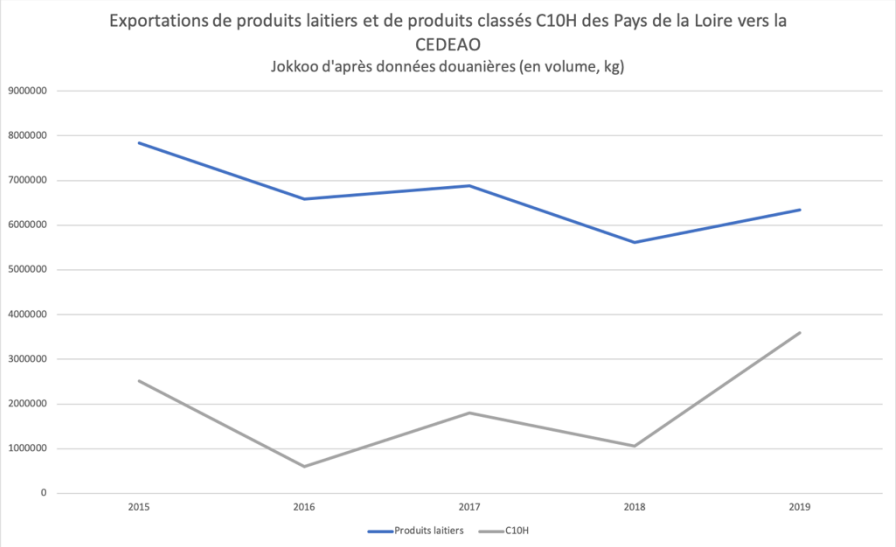
[2] Ces données exclus les poudres de lait infantiles et les poudres MGV.

à la période 2010-2013, expliquant que l'Afrique continue d'absorber 12% ou plus des exports laitiers des Pays de la Loire.

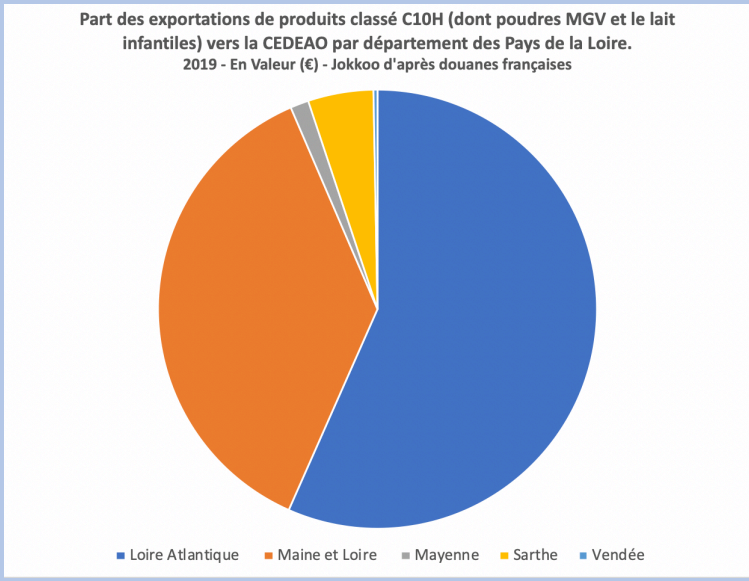
Précisions méthodologiques

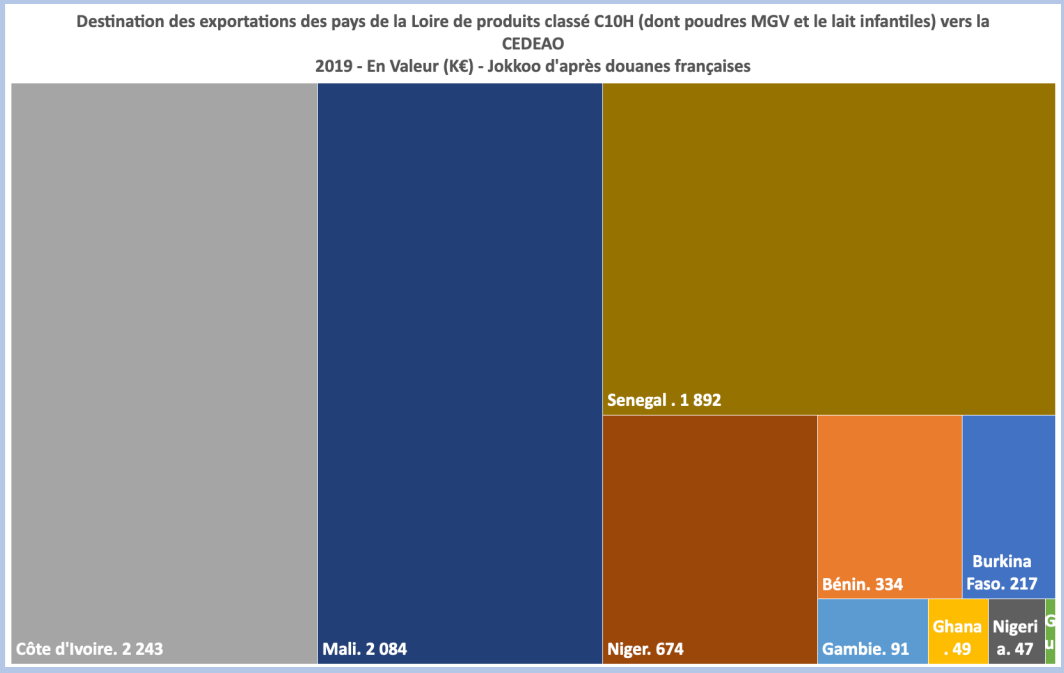
Les données sur les exportations laitières des Pays de la Loire vers l'Afrique et la CEDEAO sont issues de la base de données des douanes françaises. Au niveau régional, les douanes communiquent des données produits en nomenclature agrégée (A129). Ces nomenclatures agrègent des groupes de produits et n'ont pas la précision des données nationales sur le type de produits exportés. La catégorie C10E a été la principale exploitée dans le cadre de l'étude régionale. Elle regroupe l'ensemble des produits laitiers. Dans une moindre mesure, la catégorie C10H a été également exploitée. Il y figure, entre autre, la poudre de lait infantile et la poudre MGV. Le détail des produits appartenant à chaque catégorie est disponible en annexe.

Malgré leur manque de détail, les données disponibles laissent transparaître que les exportations de produits laitiers des Pays de Loire en Afrique de l'Ouest continuent d'être supérieures aux exportations de produits « dérivés »(poudre de lait infantile et poudre MGV). Depuis 2015, on constate néanmoins que l'écart entre les deux catégories se resserre, face à une diminution des volumes de poudres de produits laitiers destinés au marché de la CEDEAO et à une hausse des exports répertoriés en C10H.



L'analyse de la catégorie C10H en 2019 (cf.infra) révèle que les exportations de Loire-Atlantique et le Maine et Loire représente l'essentiel des exportations des Pays de la Loire de ces produits. Les principaux importateurs de ces produits sont la Côte d'Ivoire le Mali et le Sénégal. Sur ces trois marché dispose d'une position dominante par rapport aux autres départements. Il est important de noter que, comme indiqué plus haut, La Côte d'Ivoire et le Mali se démarquent par une forte proportion des imports de poudres de lait infantile, et que les Pays de la Loire ont nettement augmenter leur capacité de production au cours des dernières années .



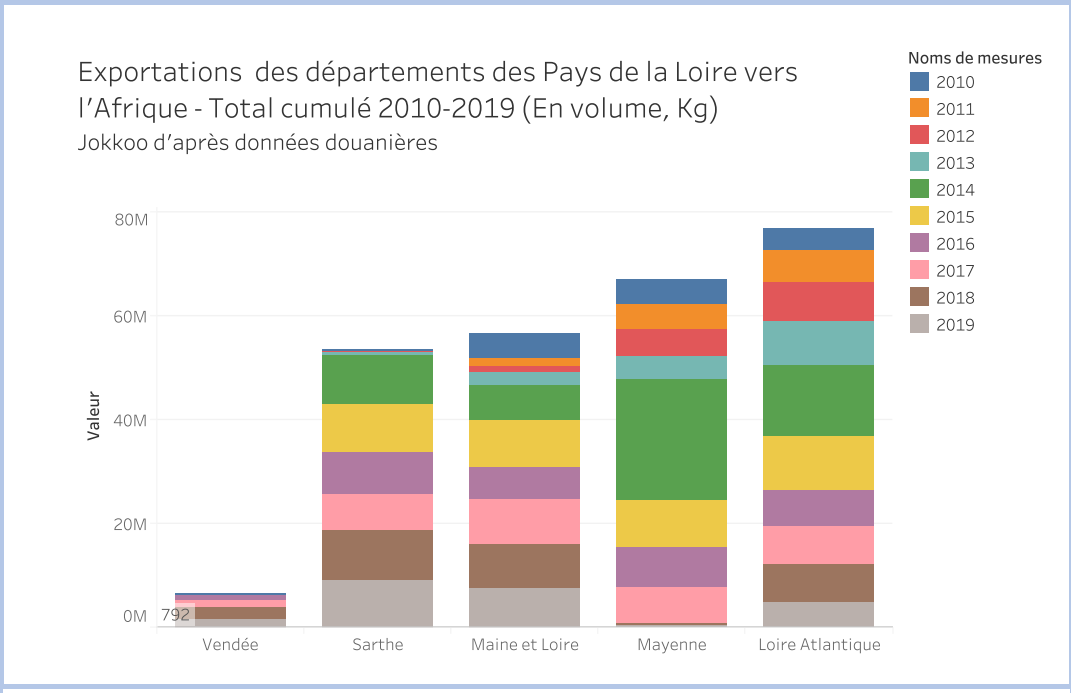


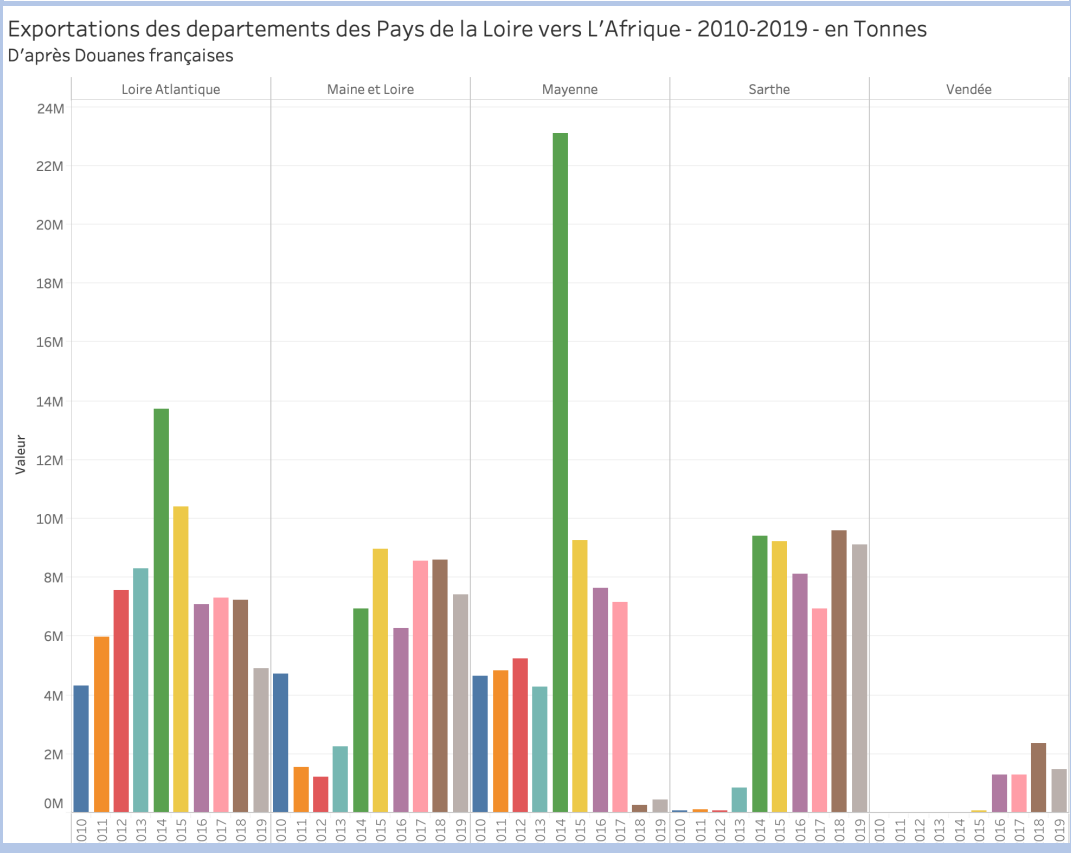
Quatre départements représentent la très grande majorité des exports vers l'Afrique :

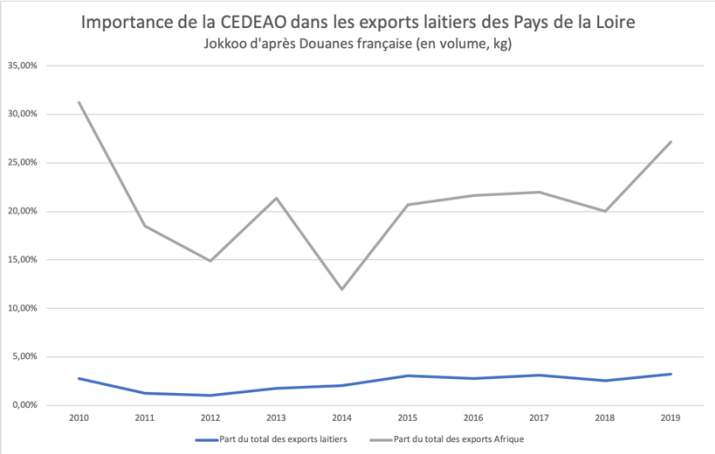
- La Loire Atlantique est le département qui exporte le plus sur la période étudiée (2010-2019). Il connaît un développement des exports laitiers vers l'Afrique comparable aux tendances françaises globales. Eurial et Laïta semblent être des acteurs majeurs des exports vers le continent, en particulier de matières sèches.
- La Mayenne est le département qui, jusqu'en 2018, exporte le plus de produits laitiers vers l'Afrique. La quasi-nullité des exports du département vers l'Afrique en 2018/2019 laisse supposer que la contamination à la salmonelle des produits Lactalis de l'usine de Craon a sensiblement affecté les exports laitiers de ce département.

- Le Maine et Loire, dont les exports vers l'Afrique se développent très nettement après 2013, y compris vers la région Afrique de l'Ouest (Cf. infra). La responsabilité du groupe Lactalis dans ces exports est à déterminer.
- La Sarthe dont les exports connaissent une croissance importante depuis 2014. La responsabilité respective des groupes Bel et Sodiaal dans ces exports est à déterminer.

Figure 19 et 20 : Les exportations de produits laitiers des départements des Pays de la Loire vers l'Afrique

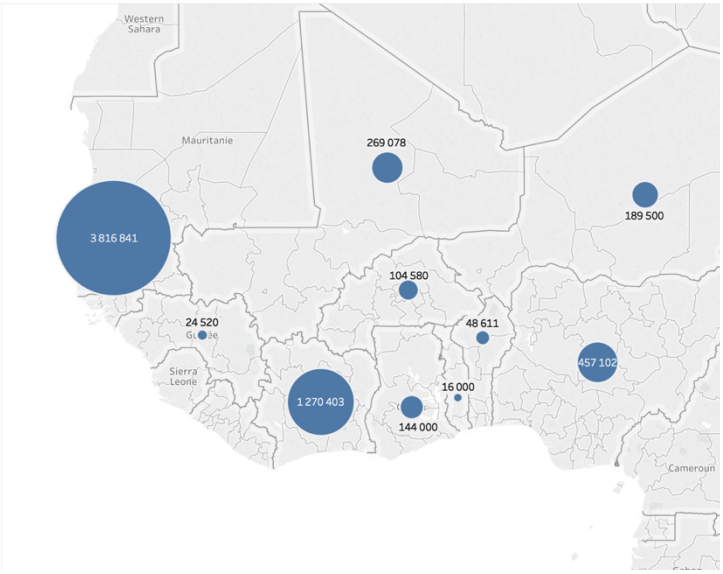






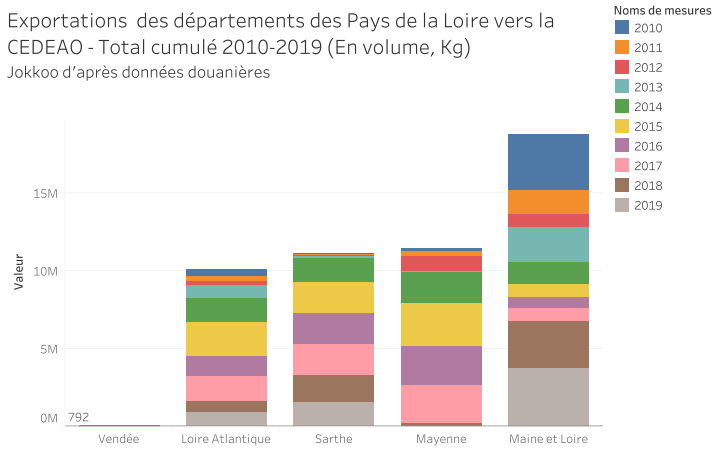
L'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est une région dont le marché représente 2,3% des exports laitiers (qui ne prennent pas en compte les poudres MGV et infantiles) des Pays de la Loire sur les 10 dernières années (pour un volume de plus de 6 300 tonnes en 2019). Son importance est croissante depuis 2013. La région représente actuellement un peu plus d'un quart du marché africain pour le secteur laitier des Pays de la Loire.

Exportations laitières des Pays de la Loire vers la CEDEAO 2019
D'après Douanes françaises



Le Sénégal domine très nettement le marché des exportations laitières des Pays de la Loire vers l'Afrique de l'Ouest, devant la Côte d'Ivoire et le Nigeria. Le marché sénégalais présente la particularité d'être en croissance constante depuis 2012. (Cf. infra). Les départements qui dominent les exports vers le Sénégal sont la Mayenne, puis le Maine et Loire à partir de 2017. Ces exports semblent logiquement issus du groupe Lactalis qui vend la poudre de lait Laicran au Sénégal, par l'intermédiaire des entreprises sénégalaises Meroueh et ISPL[xxiii].

Exportations des départements des Pays de la Loire vers la CEDEAO - Total cumulé 2010-2019 (En volume, Kg)
Jokkoo d'après données douanières



Pour les deux autres destinations principales :

- Les exports de produits laitiers des Pays de le Loire vers le Nigeria augmentent très nettement jusqu'en 2015 avant de connaître une forte baisse. La Loire-Atlantique et la Sarthe ont largement dominé les exports vers ce marché et ont connu des évolutions de leurs exports relativement similaires.
- Les exportations de produits laitiers vers la côte d'Ivoire ont connu une forte hausse à partir de 2013 et restent relativement stables. Cette stabilité est certainement due à la

diversité des fournisseurs des Pays de la Loire, avec des exports qui partent de la Loire Atlantique (Eurial/Agrial en particulier), du Maine et Loire, de la Mayenne (Lactalis), et de la Sarthe (Bel a implanté sa première usine africaine de Vache qui rit dans ce pays en 2015).

Figure 25 : Évolution des exportations de produits laitiers des Pays de la Loire vers la CEDEAO entre 2010 et 2019 (en volume – Tonnes) – Jokkoo d'après Douanes Françaises

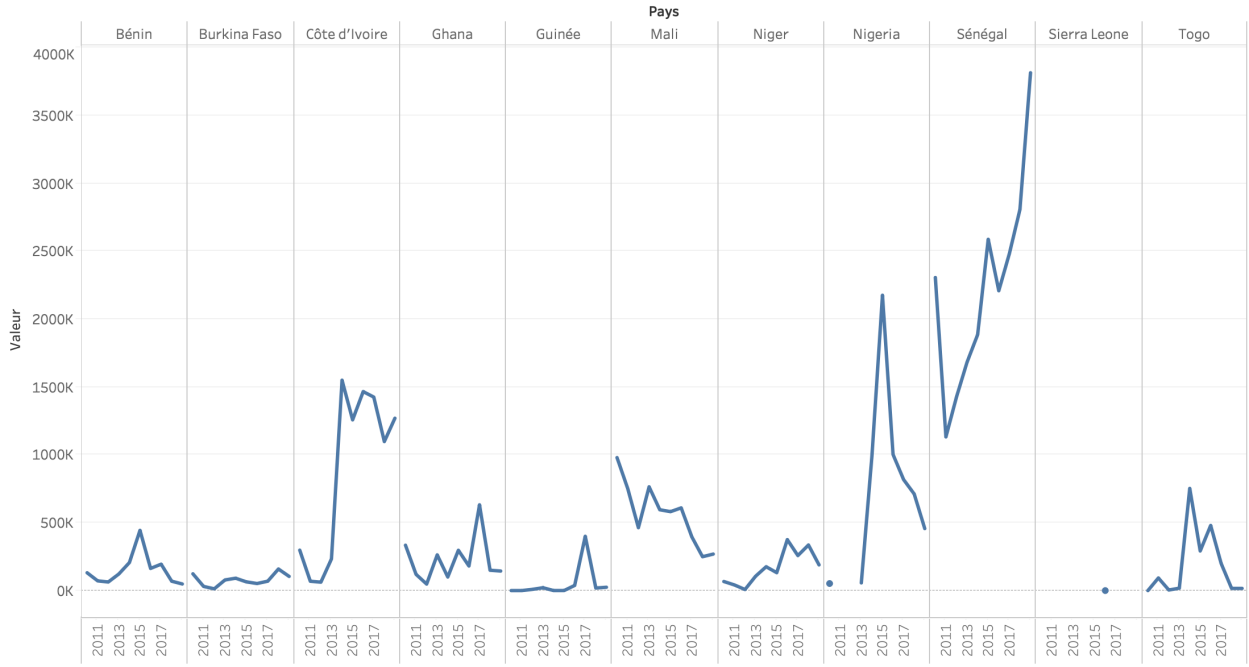


Figure 26 : Évolutions des exportations de produits laitiers vers les principaux pays clients des Pays de la Loire entre 2010 et 2019 (en volume – Tonnes) – Jokkoo d'après Douanes Françaises



C- Les implantations des groupes industriels et des coopératives des Pays de la Loire en Afrique de l'Ouest

Rappelons les groupes laitiers cités précédemment sont des entreprises nationales et multinationales. On remarque que le groupe le plus important, Lactalis (seconde entreprise mondiale de transformation de produits laitiers après Nestlé en 2018) est né en Mayenne et garde une attache régionale importante dans la région, avec un siège social à Laval. Concernant les coopératives exportatrices (Sodiaal, Laïta, Agrial), elles se sont toutes implantées sur le territoire après des fusions avec des coopératives ligériennes.

Les investissements ou les cession de marques de ces différentes entreprises en Afrique de l'Ouest sont les suivantes (d'après Corniaux et Duteurtre, et site de Bel):

Laiterie Européenne	Création*	Partenaire ouest-africain	Pays	Marque et principaux produits laitiers	Capacité**	Collecte lait local	Usage de Fat filled
Lactalis		Meroueh	Sénégal	Laicran : lait en poudre		Non	Non
		ISPL	Sénégal	Bridel, Président : lait UHT		Non	Non
	1994	MaliLait	Mali	MaliLait : lait frais, yaourts, fromage blanc	60 000 l/j	Oui (15 000 l/j)	Non
		Cotim	Mali	Laicran : lait en poudre		Non	Non
Sodiaal		Eurolait	Côte d'Ivoire	Yoplait : yaourts (pots et sachets) ; Candia : lait UHT	40 000 l/j	Non	Non
	2005	Eurolait	Mali	Yoplait : yaourts (sachets) ; Calin : fromage blanc	30 000 l/j	Oui (400 l/j)	Non
	2005	Kirène	Sénégal	Candia : lait UHT	10 000 l/j	Oui (2000 l/j)	Non
Bel	2015	La vache qui rit	Abidjan	Vache qui rit : fromage		Non	?

En matière de projets de collecte de lait local et/ou de responsabilité sociétale, les initiatives suivantes peuvent être citées :

- La participation de Lactalis à Malilait, laiterie malienne qui collecte d'importantes quantités de lait local, notamment auprès d'agro-pasteurs.
- La participation de Sodiaal à Eurolait au Mali et à Kirène au Sénégal (collecte principalement auprès de fermes laitières commerciales).
- L'implantation par Bel d'une fromagerie industrielle « miniature » [xxiv] à Abidjan et le développement d'une importante stratégie RSE en direction de l'Afrique, où ses marques (Babybel, La Vache qui rit et Kiri) sont historiquement implantées. On y remarque notamment un chapitre consacré au fait de « *Recourir à la matière grasse végétale dans un cadre rigoureux ». Bel y indique que « les gammes 100 % laitières de Bel peuvent présenter des difficultés d'accessibilité à un grand nombre de consommateurs, en particulier sur le continent africain, et de nouvelles gammes de produits associant des matières grasses laitières et non-laitières ont été développées.*
  Le Groupe a ainsi fait le choix de développer de nouvelles gammes de produits associant des matières premières laitières et non-laitières. C'est dans ce cadre que Bel a défini un socle d'engagements régissant l'utilisation des matières grasses d'origine végétale afin d'offrir des innovations positives à ses consommateurs. »[xxv]. Le groupe indique que l'huile de palme utilisée dans ses produits est 100 % certifiée RSPO.

Conclusions

Les Pays de la Loire sont une région qui dispose d'une filière laitière historique et en croissance continue. Sa vocation export l'amène à renforcer la présence de ses produits dans les pays tiers, compte-tenu des goulets d'étranglement limitant la croissance de la consommation en France et en Europe. Dans ce contexte, les opérateurs laitiers cherchent logiquement à renforcer leur implantation en Afrique, continent voisin dont la population doublera d'ici 2050.

Malgré ces enjeux, la stratégie export de la filière laitière française en Afrique de l'Ouest paraît multiples et diffère selon les opérateurs. Dans la catégorie des produits les plus compétitifs, à savoir les poudres MGV, ce manque de stratégie globale ne semble pas profiter pas aux exports français, qui sont particulièrement concurrencés par l'Irlande et de la Pologne, pays qui misent très fortement sur la compétitivité prix. L'analyse conduit donc à s'interroger sur le manque l'efficacité de la diversité des stratégies des opérateurs français.

La région Pays de la Loire présente la particularité d'accueillir sur son territoire des groupes laitiers coopératifs et privés qui ont des liens fort avec l'Afrique de l'Ouest, et d'avoir un conseil régional qui affirme une forte volonté de développement du social business dans cette région du monde. Ces deux éléments, liés à un solide tissu associatif en lien avec l'Afrique de l'Ouest, font de cette région un terrain potentiel d'expérimentation d'une stratégie de différenciation basée sur l'impact social des investissements et des exportations laitières. Ces atouts peuvent lui permettre de s'inscrire dans la réflexion l'interprofession française sur les exportations responsables, et de devenir un précurseur dans la mise en œuvre de projets de co-développement de la filière laitière régionale et de celle d'Afrique de l'Ouest.

Annexes

Nomenclatures tarifaires utilisées dans l'analyse des données nationales sur les produits secs :

Codes SH6	Produits
040221 + 040229	poudre de lait entier
040210	poudre de lait écrémé
040410	Poudre de lactoserum
190110	lait infantile
19019099	Poudre MGV

Nomenclatures tarifaires utilisées dans l'analyse des données régionales :

Catégorie C10E (Nomenclature A219 rev.2), correspondance NC4 : de 0401 à 0406
Catégorie C10H (Nomenclature A219 rev.2), correspondance NC4 : de 1802 à 1806, et 1901

Bibliographie et références

[i] Le terme « Afrique de l'Ouest » désignera la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le présent rapport. La CEDEAO regroupe les 15 pays suivants : Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

[ii] Inter-réseaux Développement rural – « L'élevage pastoral au Sahel et en Afrique de l'Ouest » - 2018.

[iii] FAO, 2017.

[iv] CEDEAO, 2017.

[v] CEDAO, 2017.

[vi] Oxfam-CIRAD - « Note d'orientation, Pour une alliance renouvelée entre industriels et éleveurs laitiers en Afrique de l'Ouest » - Décembre 2018.

[vii] Oxfam-CIRAD – 2018.

[viii] ONU – « Perspectives de la population dans le monde 2019 » - 2019.

[ix] Africapolis - 2019.

[x] Sos Faim Belgique / Vétérinaires sans Frontières / Oxfam / Mon lait est local - « N'exportons pas nos problèmes » - 2019.

[xi] Duteurtre et Corniaux, 2013 ; Corniaux et al., 2014 ; Broutin et al.- 2018.

[xii] Corniaux C., Duteurtre G., Broutin C. (Coord.)- 2014.

[xiii] Corniaux - 2018.

[xiv] Duteurtre, Vidal - 2018.

[xv] En moyenne, une vache produit de 2 à 3 litres de lait trait par jour, contre 25 à 35 litres en Europe.

[xvi] Duteurtre, Corniaux – 2018.

[xvii] Corniaux, Duteurtre - 2018.

[xviii] Corniaux, Chatellier - 2020.

[xix] Sos Faim Belgique / Vétérinaires sans Frontières / Oxfam / Mon lait est local – « N'exportons pas nosproblèmes » - 2019.

[xx] France Agrimer – « Les exportations françaises de produits laitiers sur les trente dernières années (1988-2018) » - 2019.

[xxi] Chatelier V. – « La planète laitière et la place de l'Afrique de l'Ouest dans la consommation, la production et les échanges de produits laitiers » - 2019

[xxii] Chambre d'agriculture des Pays de la Loire – « État des lieux de la filière laitière en Pays de la Loire » - 2019.

[xxiii] Christian Corniaux et Guillaume Duteurtre – 2018.

[xxiv] L'usine Nouvelle - « Bel crée l'usine "en kit" et l'implante en Côte d'Ivoire » - 2016.

[xxv] Bel - « Démarche RSE du groupe Bel. Communication sur les progrès 2018 » - 2018.